

CONFLIT D'ARCELORMITTAL EL HADJAR

Intervention des autorités locales

**La réunion des membres du conseil de sécurité restreint présidé par le wali de Annaba, Mohamed Ghazi, ce jeudi, a abouti à une prise en main concernant la situation conflictuelle qui prévaut depuis quatre jours au sein du complexe ArcelorMittal El Hadjar (Annaba).**

Le wali a accordé, en fin d'après-midi du même jour, une audience à Smail Kouadria et Abdelmadjid Bouraï, respectivement secrétaire général du syndicat et président du comité de participation à ArcelorMittal El Hadjar, pour avoir leur version des faits. Selon ces deux représentants des travailleurs, le chef de l'exécutif de la wilaya de Annaba, tout en les «félicitant pour (leur) attitude responsable durant cette épreuve, (leur) a assuré qu'une solution sera trouvée pour l'assainissement de la situation à l'intérieur du complexe et qu'elle interviendra dès ce dimanche».

L'initiative du premier responsable de la wilaya de Annaba est interprétée par les observateurs comme étant l'expression du ras-le-bol des autorités locales qui ont décidé de mettre les choses au clair quant au comportement perturbateur qui a commencé avec le retour en force à l'intérieur du complexe de Aïssa Menadi, l'ex-SG du même syndicat et de ses hommes. Ce dernier affirme qu'il «a été prié par des

travailleurs et des syndicalistes de reprendre du service à la tête du syndicat pour défendre leurs intérêts bafoués». Pour donner plus de poids à ses affirmations, il n'a pas hésité à distribuer à la presse un CD où il apparaît à l'intérieur du complexe entouré de centaines de travailleurs et de trois syndicalistes.

Candidat malheureux à sa réélection à l'APN lors des dernières législatives, et démissionnaire de la présidence de l'Union sportive madinat Annaba (USMA), Menadi espérait, à travers ce coup de force, revenir aux affaires par le biais du syndicat d'ArcelorMittal El Hadjar. D'autant plus que le recours pour le poste de député de son adversaire au sein de ce syndicat, S. Kouadria, sur la liste du PT à Guelma a été accepté et entériné par le Conseil constitutionnel. Donc, pour le groupe de Menadi, «il y a possibilité pour l'organisation de nouvelles élections syndicales» au sein de cette filiale algérienne du géant mondial de la sidérurgie. Ce n'est pas l'avis de S.

Kouadria qui s'est rendu dans la soirée de jeudi à Alger pour prendre part à l'installation officielle de la Chambre basse du Parlement. «Je rappelle que le mandat de l'actuelle équipe syndicale expire en septembre 2012. A mon retour d'Alger, mardi, les membres du conseil syndical seront réunis pour étudier les sanctions à l'encontre des auteurs de troubles au complexe. Il y aura également la désignation d'un intérimaire à la tête du secrétariat du syndicat», a-t-il précisé.

La démarche des autorités locales semble avoir pris tout le temps nécessaire pour assainir sur des bases claires la situation qui s'orientait vers un affrontement aux conséquences incalculables entre les deux parties protagonistes, représentées par l'actuel secrétaire général du syndicat d'entreprise, Smail Kouadria et l'ex-SG du même syndicat, Aïssa Menadi, évincé depuis cinq ans, période durant laquelle il occupait un fauteuil au palais Zighoud Youcef. Pour rappel, ce dimanche 27 mai, Menadi a subitement décidé de reprendre «son» poste à la tête de ce syndicat.

Accompagné d'une centaine de personnes, il est passé à l'action le lendemain, lundi, sous le subterfuge de s'enquérir de son dossier de retraite.

Une fois à l'intérieur et affirmant qu'il a l'intention de terminer le mois qui lui reste avant de prendre sa retraite, celui-ci, aidé d'une centaine de travailleurs, réclama des élections pour le poste de SG, se targuant d'une représentativité de plus de 2 000 travailleurs, auxquels il y a lieu d'ajouter une quarantaine d'ingénieurs recrutés au complexe dans le cadre du DAIP et dont le contrat touche à sa fin début juin 2012.

Ces cadres ingénieurs dont certains ont des familles à charge, se plaignaient d'une certaine hogra de la part du DRH expatrié qui propose de n'en prendre qu'une douzaine mais dans le même cadre du DAIP et non pour un recrutement au sein de cette entreprise, selon leurs dires.

Menadi, entouré de ses fidèles, est retourné dans la matinée de mardi à l'intérieur du complexe où il campa jusqu'à jeudi soir. Aux 2 000 travailleurs dont il affirme «l'adhésion totale à son action», une soixantaine d'autres personnes munies d'armes blanches lui assurent une protection, selon une source de l'intérieur du complexe. Selon un responsable de la direction générale, ces personnes ont forcé le portail principal d'accès à deux reprises. «Ils ont pris possession des locaux de la direction générale, du syn-

dicat et de la cantine ULT. Les cadres dirigeants expatriés et algériens ont été contraints de se barricader dans leurs bureaux pour éviter d'être agressés», avant leur évacuation sous escorte vers l'hôtel du complexe, situé à quelques centaines de mètres du siège de l'usine. Faisant l'objet de menaces similaires d'agression, des syndicalistes dont le secrétaire général en poste, Kouadria, se sont également barricadés à l'intérieur de la «baraque», siège du syndicat jusqu'à jeudi matin. «On a été contraints d'agir de la sorte pour préserver nos vies en péril et éviter par là-même de répondre à la provocation de Menadi et ses sbires», nous a affirmé Kouadria.

Notons que trois plaintes ont été déposées à l'encontre de Menadi par la direction générale d'ArcelorMittal El Hadjar. Selon le président du comité de participation (CP), A. Bouraï, Menadi aurait quitté tôt vendredi matin le complexe vers une destination inconnue en intimant l'ordre à ses fidèles de se disperser. «Nous n'avons plus de nouvelles de lui à l'intérieur du complexe depuis cette matinée (hier vendredi, ndr). La situation est calme au sein de l'usine», a affirmé le président du CP, contacté par téléphone.

A. Bouacha

PROCÈS EN APPEL DES EX-DG DE BIOTIC ET SOLUPHARM

La défense parle de complot fomenté par la mafia du médicament

**Les mis en cause dans l'affaire Saidal, en l'occurrence l'ex-DG de Biotic et le patron de la firme privée Solupharm, sont-ils victimes des agissements de la mafia du médicament ? Tout porte à le croire, au vu des révélations faites avant-hier, lors du procès en appel de cette affaire qui s'est tenu à la cour d'Alger.**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - Le procès a duré plus de dix heures, durant lesquelles toutes les parties ont tenté d'apporter le moindre détail pour «faire toute la lumière sur cette affaire».

Pour rappel, en première instance, soit lors du procès qui s'est tenu au tribunal de Sidi M'hamed, les deux prévenus en l'occurrence MM. Zouani de Biotic et Benmechiche de Solupharm ont été condamnés à sept années de prison ferme. Jeudi passé, les deux mis en cause ont plaidé non coupables. Ils ont nié en bloc les chefs d'inculpation retenus à leur encontre. «Je suis victime d'un complot. J'ai fait gagner pour mon pays des milliards et aujourd'hui je suis jeté en prison avec en prime une condamnation de sept années de prison ferme», s'est exclamé l'ex-patron de Biotic, qui n'a pas hésité un moment à éclater en sanglots. A l'origine de ce procès, des accusations portées à l'encontre des deux responsables au lendemain d'un contrat signé entre Biotic, filiale de Saidal, et la société privée Solupharm. L'accusation considère que le contrat signé entre les deux parties a porté préjudice à la société Saidal. «Faux», dira le patron de Solupharm. «Nous avons conclu un contrat avec Saidal dans le cadre d'un façonnage.

Le produit était important pour notre pays, puisque l'entrée en production de notre partenariat avait comme conséquence directe la diminution importante de la facture du médicament. J'ai fait gagner à Saidal 36 milliards de centimes, à mon entreprise 20 milliards, autant pour le fisc, alors que mon pays a gagné quatre milliards de dinars en importation et le médicament concerné qui était vendu au niveau des officines à 250 DA est redescendu à 51 DA. Tous les médicaments que nous avons produits en partenariat avec Saidal était dès lors interdits à l'importation», dira le patron de Solupharm. Dans la salle, pleine en la circonstance, on commence à s'interroger sur les dessous réels de cette affaire.

**«Temmar voulait vendre Saidal au dinar symbolique»**

Le procès qui se tient sous la houlette et le regard attentif du juge de la huitième chambre correctionnelle le près la cour d'Alger a pris une autre tournure, lors du passage à la barre de l'ex-Pdg de Saidal, M. Ali Aoun, et de son successeur M. Derakoui. «Dites tout ce que vous connaissez sur cette affaire et n'ayez peur de personne. Nous

sommes là pour faire éclater la vérité et situer les véritables enjeux de cette affaire », dira le président de séance, M. Tayeb Hellali. «C'est grâce à M. Benmechiche que Saidal a multiplié ses chiffres d'affaires. Je ne regrette pas avoir conclu un contrat de partenariat avec Solupharm. 30% du chiffre d'affaires de Saidal étaient réalisés grâce au façonnage», dira celui qui a évité à Saidal de mettre les clés sous le paillason. Le passage à la barre d'Ali Aoun était un des moments forts de ce procès. En effet, l'ex-Pdg de Saidal a rappelé les circonstances dans lesquelles il avait pris la direction de Saidal, les différentes étapes franchies pour sa mise à niveau mais aussi son entrevue avec l'ex-ministre en charge de la privatisation, en l'occurrence Abdelhamid Temmar. «Ce ministre m'a demandé de quitter Saidal dans une perspective de la privatiser. Il m'a demandé de prendre ma retraite et lui permettre ainsi d'engager le processus de sa privatisation. A cette époque, le dossier de privatisation était pris en charge par le bureau d'étude Deloit. Il a fallu beaucoup de résistance pour que l'idée de la privatisation de Saidal soit abandonnée. Depuis, le président de la République a décidé d'arrêter le processus de privatisation des entreprises publiques», explique Ali Aoun, sous les regards attentifs de l'assistance.

**«On se constitue partie civile au cas où il y a préjudice»**

L'audition de l'actuel patron de Saidal a constitué également un autre tournant de ce procès.

Interrogé par les avocats de la défense, «si Saidal a subi un préjudice», M. Derkaoui a marqué un temps d'arrêt pour lancer à leur adresse «que Saidal se constituera partie civile au cas où il y a préjudice». Une déclaration qui a fait réagir simultanément l'assistance et la défense en poussant un grand ouf. Ce qui explique, selon la défense, que «contrairement à ce qui a été rapporté dans l'ordonnance de renvoi de la chambre d'accusation, Saidal n'a nullement subi de préjudice».

Les propos de M. Derkaoui sont aussitôt transcrits par les conseillers de M. Hellali, qui a réussi en la circonstance à mener le procès de bout en bout.

Les avocats de la défense, à l'image des avocats Chiat Hocine, Aït Larbi Mokrane ou encore Miloud Brahimi et Belloula, n'ont pas hésité un moment pour relever toutes les contradictions rapportées par l'accusation. Leurs plaidoiries entamées à partir de dix-huit heures ont duré tard dans la soirée.

En somme, tous étaient unanimes à dénoncer et à dire que «dans cette affaire, la main de la mafia du médicament était à l'origine de l'emprisonnement de Zouani et de Benmechiche». Ces derniers, convaincus de leurs innocence, ont plaidé non coupables et ont clamé haut et fort «que nous avons fait gagné à travers ce partenariat public et privé algérien, des millions de dollars pour notre pays et qu'aujourd'hui, nous sommes jetés en prison en nous accusant de voleurs».

A. B.

PRÉVALENCE DES MALADIES NOSOCOMIALES

Le ministère de la Santé annonce un taux de 10 à 15%

**Notant, encore une fois, le danger continu que représentent les maladies nosocomiales, les spécialistes du secteur de la santé ont annoncé un taux de prévalence de 10 à 15 % sur le territoire national dans les milieux hospitaliers.**

**F.-Zohra B. - Alger (Le Soir)** - Les spécialistes se sont réunis ce jeudi dans le cadre de la 5<sup>e</sup> journée nationale d'hygiène hospitalière et de lutte contre les infections associées aux soins, organisée par l'établissement public hospitalier Ibn-Ziri de Bologhine (Alger).

Djamel Ould Abbès a précisé, pour sa part, concernant la problématique des maladies nosocomiales, que 5% des bactéries qui se développent en milieu hospitalier sont jugées particulièrement résistantes. Ceci alors que les infections au niveau des blocs opératoires sont les plus fréquentes suivies par les infections urinaires et pulmonaires. Le ministre de la Santé évoquera, pour

sa part, le programme national de lutte contre les maladies nosocomiales qui a permis d'arriver à la mise en place de méthodes à même de réduire et de quantifier la prévalence de ces infections. A cet effet, 180 praticiens ont été formés dans la spécialité en vue d'améliorer les méthodes de prévention. Le premier responsable du secteur a annoncé, par ailleurs, l'élaboration de deux projets de textes réglementaires. Ce programme s'est traduit en 2011 par la dotation des structures de santé en matériels de stérilisation et d'élimination des déchets à risques infectieux.

Les spécialistes présents à la rencontre insisteront, par ailleurs, sur «la nécessité d'une stérilisation qui répond aux normes et qui donc bénéficie du matériel nécessaire et du personnel parfaitement formé».

Pour sa part, le professeur Abid, directeur général des structures de santé au ministère de la Santé, indiquera que les visites aux malades doivent être maîtrisées en vue d'éviter les contaminations des malades et aussi le déplacement des micro-organismes hors du milieu hospitalier. Ceci

d'autant que les germes de l'hôpital sont particulièrement résistants, comme les microbes qui vivent dans un milieu d'antibiotiques rendent les infections nosocomiales plus graves et plus difficiles à combattre.

«Le ministère de la Santé a donné les moyens pour lutter contre les maladies nosocomiales, un responsable a aussi été nommé et une direction à part entière a été créée pour la formation du personnel pour ce qui est de la lutte contre les maladies nosocomiales. Il s'agit d'un programme national», a annoncé le professeur Abid. Le responsable précisera que la formation touchera aussi bien le personnel médical que paramédical. Il ajoutera que les efforts doivent être fournis pour ce qui est de l'asepsie, la stérilisation et l'hygiène de manière générale.

Le professeur Abid expliquera qu'il y a déjà une amélioration au niveau des services hospitaliers, comme il a annoncé que l'objectif de la tutelle est d'arriver à réduire la prévalence des maladies nosocomiales dans les prochaines années.

F.-Z. B.

Deux terroristes  
abattus en  
Kabylie

Selon plusieurs sources, hier, vers 12h30, une opération menée dans les maquis séparant les localités de Mekla et Aïn El Hammam, au sud-est de la wilaya de Tizi-Ouzou, a permis aux éléments de l'ANP de mettre hors d'état de nuire deux terroristes sur lesquels deux kalachnikovs ont été récupérées.

Selon les mêmes sources, ces deux terroristes faisaient partie du groupe ayant commis le sanglant attentat lors duquel quatre policiers de la BMPJ de Mekla avaient été assassinés, le 30 avril dernier.

A. M.